

CRISE ET APRÈS-CRISE :

UN REGARD CHRÉTIEN SUR L'ÉCONOMIE

Prologue

Crise d'abord sanitaire, et douloureuse pour des millions de personnes, la crise que nous subissons est tout autant économique, et c'est sur ce plan une crise exceptionnelle, comparable à la seule crise de 1929 — qui a eu des effets dévastateurs. Il importe donc de bien réagir. Nous faisons face à un triple danger : le danger émotionnel, conduisant à de mauvaises décisions politiques, hâtives et mal considérées. Le danger d'actions décidées localement, mais mal articulées entre elles. Et le danger d'agir au mauvais rythme, soit trop vite, soit trop lentement. Pourtant, nous devons agir, et énergiquement, étant donné la gravité de la situation.

La pensée chrétienne a dégagé des repères pour l'action qui s'avèrent précieux ici. Le premier, dont nous mesurons plus que jamais la centralité, est le *bien commun*. Le bien de chacun n'existe pas sans le bien de tous. Quoi de plus pertinent, pour rappeler ce principe, que la solidarité physique que crée l'épidémie, couplée avec l'évidente interdépendance de tous sur cette planète, dans cette terrible combinatoire que nous subissons tous ? Et comment sortir au mieux de cette épreuve, sinon par le souci de chacun tourné vers le bien de tous, et donc de chacun ? Un deuxième ensemble de principes, immédiatement parlants dans ce que nous vivons, est le couple *solidarité* et *subsidiarité*. Solidarité bien sûr : nous sommes à l'évidence dans le même bateau et nous nous sortirons ensemble de cette épreuve. Subsidiarité aussi, à savoir le recours maximal à l'initiative et à la créativité de chacun et des groupes intermédiaires, car les grands appareils centralisés n'ont pas pu assurer toute la protection qu'on attendait d'eux. Ce à quoi nous pouvons ajouter le rappel du principe de *participation*, car l'effort immense fourni par tant d'hommes et de femmes implique reconnaissance de leur contribution essentielle à l'effort commun. Le tout dans le respect de ces autres valeurs également mises en exergue par la pensée chrétienne : *vérité*, *liberté*, et *justice* — toutes trois malmenées dans cette épreuve.

Encore faut-il ne pas perdre de vue les autres grands problèmes antérieurement existants de notre humanité : environnement, dette et déséquilibres financiers, injustices, mais aussi migrations. Car loin d'être relativisés par cette crise, ils s'en trouvent exacerbés. Là aussi, en un sens, tout est lié. Encore faut-il faire surtout un diagnostic juste de ce qui s'est passé, sans projeter sur les événements, qui ont surpris la plupart des participants, des idées préconçues quelles qu'elles soient.

Le débat est ouvert, mais les faits suivants nous paraissent avérés.

La question centrale de l'État et de la dépense publique

Une crise externe à la sphère économique et financière

Le fait premier est que la crise actuelle n'a rien à voir directement ni avec la finance, ni avec la spéculation, ni avec l'économie de marché en général. Ce n'est pas 2008. Cela ne dédouane pas ces réalités de leurs défauts et limites, mais nous sommes devant le cas d'une crise économique majeure qui n'est pas d'origine économique ou financière. Bien sûr, elle a mis en évidence et aggravé les fragilités de cette économie, notamment sur le plan financier avec l'endettement généralisé. Elle a montré aussi les limites de la mondialisation commerciale et industrielle, avec son culte des flux tendus et des délocalisations et ses concentrations de production en Chine, qui nous ont laissés terriblement démunis. Cela nous permet de prendre vraiment conscience (ce qui n'a probablement pas été suffisamment le cas auparavant) du fait qu'un phénomène comme la mondialisation, qui a eu des bienfaits considérables, tant pour les consommateurs des pays avancés que pour les producteurs des pays en développement, peut aussi être source de terribles vulnérabilités. Une première leçon en découle, qui est le besoin de ne pas se fier à des slogans abstraits ou des idéologies toutes faites. Une seconde leçon est que l'économie doit être réencastrée dans le contexte des communautés qui en vivent, cela incluant la responsabilité politique des dirigeants pour la protection de leurs peuples, dans le souci constant du Bien commun.

Une défaillance majeure des politiques publiques, dans leurs priorités et leurs modes de gestion plus que dans les moyens déployés

Un thème fréquemment évoqué a été celui des restrictions opérées dans de nombreux pays dans les politiques publiques en matière de santé. Ce thème peut avoir son sens ici ou là, mais ce n'est pas le plus pertinent en l'espèce : les restrictions budgétaires ont pu évidemment conduire à une moindre capacité à soigner, ce qui est en soi très important ; mais la taille des budgets santé n'est en aucune façon corrélée avec les résultats obtenus dans la lutte contre ce fléau. *Le point central n'est donc en général pas d'abord de dépenser plus, mais d'une part de mieux dépenser, et d'autre part de réagir vite et courageusement.* La France par exemple a un nombre de morts par habitants parmi les plus élevés, et a subi un gel dramatique de son économie. Pourtant les dépenses françaises de santé sont bien plus élevées que celles de la Corée, pour un résultat bien plus médiocre : 11,2 % du PIB contre 8 %, sans parler de Taïwan. Et ce n'est pas un problème de taille du secteur privé. Tant à Taïwan qu'en Corée, autour de 90 % des hôpitaux et des « cliniques » (centres de premier accueil des patients) dépendent du secteur privé. Les dépenses publiques de santé représentaient 4,8 % du PIB en Corée en 2018 et 9,3 % en France. De même, l'Allemagne voisine dépense autant que nous en proportion, avec un système nettement plus privatisé, beaucoup plus de lits d'hôpital, plus de tests, et de bien meilleurs résultats. Paradoxe enfin des pays comme le Portugal et la Grèce, qui ont subi des politiques de rigueur sévères, qui ont affecté douloureusement leur offre de soin, mais qui se tirent bien mieux de la crise sanitaire que la France. Quel que soit le rôle des facteurs circonstanciels, il faut admettre que *la qualité de la décision*

a plus importé en l'espèce que la masse des budgets : cela ne justifie certes pas toutes les coupes, mais souligne l'importance décisive de la décision.

Dans le cas de la France, parler d'un démantèlement du service public est donc quantitativement erroné. Si les dépenses publiques de santé en France ont légèrement baissé en 2018 (9,3 %) par rapport à 2016 (9,5 %), elles sont toujours beaucoup plus élevées qu'il y a vingt ans (7,6 % en 1998). Surtout, quel que soit le gouvernement, nous souffrons de la manière française de réduire les dépenses mécaniquement, qui est la méthode budgétaire, alors qu'il faudrait tailler durement certaines dépenses, et en augmenter d'autres. On réduit trop souvent là où c'est plus facile, c'est-à-dire là où il y a le moins de protestations, et non selon les vraies priorités, parce qu'on est trop souvent incapable d'investir sur l'avenir, parce qu'on comprend le principe de précaution comme le blocage de ce qui est nouveau, et non comme la prise de précaution pour l'avenir. À cela se sont ajoutées des attitudes d'autoritarisme bureaucratique, liées en partie au manque de subsidiarité, conduisant par exemple à nier contre toute évidence l'utilité des masques et des tests. Outre l'erreur ainsi commise, et l'absence de mobilisation que cela a induit pour leur production, l'effet sur la confiance a été dévastateur.

Rappelons de façon plus générale que la France a parmi les pays développés le record des dépenses publiques dans le PIB, 56 % environ. *Nous dépensons donc beaucoup, mais à l'évidence mal. En cela nous sommes à l'opposé du principe de subsidiarité.* Au-delà des options politiques des uns ou des autres, il convient donc de s'interroger sur le mode de décision collectif. La tradition centralisée et bureaucratique qui nous caractérise n'est pas le seul mode de fonctionnement possible pour un service public, encore moins pour la mise en œuvre du bien commun. Ajoutons que sur le plan global, le souci d'un contrôle des déficits publics et donc de la dette publique est une bonne précaution. *C'est précisément quand on évite d'être endetté par temps calme qu'on a une plus grande capacité de lever de l'argent au moment d'une crise.* Il faut de la rigueur en temps normal, et des mesures d'exception quand la situation l'exige. Les fourmis germaniques partent donc bien mieux que les cigales latines, ou anglo-saxonnes. L'effort de soutien à l'économie de l'Allemagne a pu dès lors être très supérieur en proportion à celui des autres pays européens, sans peser véritablement sur ses équilibres financiers.

Retour de l'État ?

On a salué dans cette crise le retour de l'État, et à raison. C'est une différence majeure par rapport à 2008, où les banques centrales étaient en première ligne. Ce qui a une conséquence bénéfique, qui est de rappeler l'importance du rôle des États : la doctrine sociale de l'Église leur reconnaît la responsabilité ultime du bien commun, et en cas de crise cela implique une intervention forte et déterminée de leur part. Mais ne perdons pas de vue la motivation profonde : le bien commun. Il ne justifierait en rien une extension massive du rôle de l'État, au détriment du principe également fondamental de la subsidiarité, c'est-à-dire de l'autonomie et de la liberté responsable de la personne et des formes d'action collective proches d'elle, celles de corps intermédiaires. Car ce dont on aurait eu besoin, c'est d'un

État plus fort et plus ambitieux, certes, mais aussi bien plus concentré sur ses missions fondamentales, faisant plus confiance aux citoyens et aux corps intermédiaires, et moins bureaucratique. La question de la décentralisation, permettant de prendre les décisions, même publiques, à un niveau plus proche de la réalité, est sous-jacente.

Un risque serait dès lors ici qu'on ait une pression encore plus forte en faveur de la dépense publique, alors même que nos États sont très endettés, et le seront plus encore après l'effort exceptionnel et justifié de soutien de l'économie pendant la crise. Et donc que les tendances déjà malsaines à l'œuvre depuis des décennies se trouvent aggravées. Un autre risque corrélé serait la tentation des ateliers nationaux, des emplois créés sur fonds publics, pourtant rarement efficaces ; au contraire, la décentralisation des centres de décision d'une économie ouverte sur l'initiative privée ou associative favorise ses capacités d'adaptation. De même, la tentation des nationalisations : justifiées à l'occasion par l'urgence ou les spécificités de l'activité, elles sont rarement convaincantes sur la durée, sauf, à nouveau, cas spécifiques. La vulnérabilité de nos économies est réelle, mais n'est pas spécifique au secteur privé. Ce que cela prouve est donc *le besoin d'une action publique (politique de prévention et de précaution) plus que d'un secteur public (même s'il peut avoir un rôle évidemment majeur) ; subsidiarité à nouveau.*

Autonomie et interdépendance

Une autre leçon de la crise, souvent relevée elle aussi, est la remise en cause des excès de la mondialisation de la production et du commerce. L'idée générale est claire pour l'opinion ; mais la réalisation demande une réflexion à la fois énergique et responsable. D'une part en effet, il n'est pas acceptable que des pays avancés de la stature du nôtre se trouvent aussi caricaturalement dépendants de la production à l'étranger de produits décisifs dans une crise comme celle-ci (a fortiori quand il s'agit de pays totalitaires, qui peuvent se servir de cette dépendance à des fins politiques ou diplomatiques) : sans parler de productions aussi banales que les masques ou les composants des tests, nous nous trouvons dépourvus de nombreux produits pharmaceutiques que seuls certains autres produisent, notamment la Chine. On incrimine ici le jeu spontané d'une économie ouverte qui favorise les productions partagées, et les flux tendus ; et sur ce plan on a raison. Mais la faute incombe au moins autant aux responsables publics, qui ont adopté sans regard critique une version idyllique de la réalité des rapports internationaux. Or ils sont responsables de leur peuple, du *bien commun* de leur peuple. Les opérateurs économiques comme ceux des marchés n'ont pas moralement le droit de se désintéresser de ce bien commun ; mais la responsabilité ultime c'est le pouvoir politique qui l'a ; la crise a ainsi mis en évidence des défaillances anciennes et actuelles de sa part.

En même temps aussi, il convient d'être conscient que si on peut et doit réduire notre vulnérabilité et rapatrier des lignes de production essentielles, ou se munir de la capacité à les recréer très vite, il est exclu de faire disparaître toute dépendance. Une certaine richesse de la nation est nécessaire pour qu'elle puisse défendre ses

intérêts stratégiques et sa souveraineté, dans un monde de confrontations ; mais ce n'est pas par un repli protectionniste qu'on a des chances d'atteindre le niveau de richesse requis. Là aussi, nous sommes tous liés : nous avons besoin de matières premières que nous n'avons pas, et nous ne pouvons produire tous les composants, chimiques, mécaniques ou électroniques, ni d'ailleurs tout inventer tout le temps. Nous avons donc besoin d'une action publique énergique, ordonnée à la notion d'activité stratégique : à savoir sécuriser autant que possible — comme ce fut le cas avec la politique publique d'approvisionnement en hydrocarbures — toutes les activités indispensables à la vie collective, notamment en temps de crise, et disposer d'une capacité à réagir vite et fort ; mais sans cultiver le phantasme de l'autarcie ou de l'invulnérabilité. De la même manière, une action résolue pour s'assurer d'une réduction majeure de nos éléments de vulnérabilité ne doit pas réduire notre effort de coopération externe, européenne ou internationale, tout au contraire.

Dettes et monnaie : les dilemmes

On l'a dit, pour une fois la crise ne provient pas de la sphère financière ni même de l'économie au sens large. Mais notre économie se caractérise par un degré exceptionnellement élevé d'endettement, bien supérieur à ce qu'il était en 2008. C'est la dette qui transforme une crise sur un marché en crise systémique, car elle crée un effet domino par dépendance des acteurs les uns aux autres.

Or, sans mesures correctrices et même avec elles, l'économie non financière ne peut que souffrir énormément des mesures de confinement et du recul de l'activité, et cela se traduira dans la sphère financière. La perte de production devrait être telle que le PIB annuel recule de façon massive — sans précédent, en temps de paix, depuis 1929. De ce fait, les gouvernements ont pris et continueront à prendre des mesures correctrices considérables pour soutenir l'activité, pour aider les entreprises à traverser la période, et pour permettre la poursuite du crédit bancaire. Tout cela aidera les entreprises concernées — même si la souffrance restera considérable — et par là leurs créanciers, rendant un peu moins probable une crise financière. Il ne nous incombe pas ici de porter un jugement sur ces mesures, ou sur l'ampleur exacte du risque de crise, mais de souligner le risque majeur que nos sociétés prennent avec leur niveau d'endettement. Car ce faisant l'État s'endettera encore plus, et massivement. On peut discuter les modalités, l'urgence est là. Mais il est utile en effet de réfléchir parallèlement aux questions de fond, sur la durée. Que faire de cette dette ?

En réalité la question est celle même des déficits publics, presque permanents en France depuis quarante-cinq ans, comme dans bien des pays. Acceptables s'ils finançaient des investissements générant une capacité de remboursement, ils ne sont pas éthiques s'ils financent des dépenses courantes (sauf éventuellement à titre temporaire et réversible) : de telles dépenses doivent être soit réduites soit financées par l'impôt ; qu'elles soient renvoyées sur les générations suivantes est un grave signe de dégénérescence du processus politique, par manque de solidarité des uns et d'irresponsabilité des autres — ici aussi, la pensée chrétienne nous rappelle l'importance de la prise en compte des générations à venir. Le système financier a

contribué paradoxalement à cette dérive, en fournissant à l'État, depuis les réformes de 1983, un financement régulier, massif et peu coûteux, mais qui devient très dangereux en cas de crise, comme l'exemple de la Grèce nous l'a rappelé. Nous retrouvons ici la question que posait la dépense de santé, qui est dans une large mesure la question de la bonne dépense. En définitive, en régime de croisière, le bien commun demande que l'État gère de façon responsable les ressources qu'il se procure par l'impôt et les emploie au mieux, d'une manière que les citoyens comprennent et approuvent, mais sans s'endetter indûment.

Il est ensuite erroné de croire qu'on puisse financer durablement des déficits publics par appel à la création monétaire. Cela peut s'imposer dans l'urgence, mais l'exemple des deux guerres mondiales montre que le risque est que cela devienne violemment inflationniste ; or, tout le monde souffre gravement de l'inflation, notamment les plus faibles. Le financement des déficits publics par la banque centrale, ou la distribution de monnaie dans le public, n'est pas une solution en régime permanent : soit cela se substitue à l'action des établissements financiers, qui, quoi qu'on prétende, ont largement financé l'économie — voire trop si on en juge par l'endettement général — ; et on débouche non seulement sur une économie largement étatisée, mais sur une création de monnaie dont la contrepartie réelle est aléatoire. Soit il s'y ajoute, et la création de monnaie sera manifestement excessive. Les maîtres chrétiens, notamment à l'époque scolastique, vitupéraient énergiquement les princes qui altéraient les monnaies, car ils reconnaissaient dans la stabilité et la fiabilité de la monnaie une composante essentielle du bien commun, en tant que pilier de la confiance mutuelle. *La monnaie n'est pas un outil dont on joue, c'est une référence commune qui ne doit pas être remise en cause.* On peut certes débattre des avantages et inconvénients possibles d'une inflation faible et contrôlée, encore que le principe en soit inquiétant, mais les méfaits d'une inflation forte sont indubitables.

Il reste cependant qu'en l'occurrence, nous ne sommes pas en régime de croisière. À nouveau, l'ampleur des dépenses publiques déployées, et leur financement par l'emprunt, ne sont pas en soi critiquables. La question qui se posera sera celle de leur poids ultérieur, d'autant qu'elles s'ajoutent à une dette accumulée considérable. Ce stock de dette pose un problème de premier plan. Or, contrairement à ce que certains pensent, cette dette est réelle, juridiquement exigible. Ces créances sur l'État ne sont pas principalement détenues par les banques, comme on le croit ici ou là, mais par des institutions d'épargne, outre les étrangers. Les répudier serait un désastre financier et ruinerait beaucoup de gens.

D'où la tentation de monétiser les créances existantes, notamment celles déjà détenues par la banque centrale (la B.C.E.). Mais celle-ci ne détenait qu'environ 20 % de la dette de l'État français avant la crise actuelle, sans doute un peu plus ensuite. Leur annulation ne créerait pas d'effet massif sur les marchés puisque ces créances sont déjà achetées. Mais on enverrait un signal très inquiétant, pour une fraction limitée de la dette : le niveau de dette resterait historiquement élevé. Si on voulait vraiment réduire celle-ci, il faudrait une opération beaucoup plus vaste. Il faudrait ensuite non pas annuler les dettes, ce qui mettrait la banque centrale en

perte et terrifierait l'opinion, mais les transformer en créances perpétuelles. Cela poserait de très gros problèmes juridiques et politiques ; car le financement des États par les banques centrales est exclu par les traités européens. En outre, politiquement, il est très improbable que les pays de l'Europe du Nord, Pays-Bas et Allemagne en tête, y consentiraient, d'autant que leur endettement est bien plus faible. Et le risque inflationniste deviendrait considérable, voire de fuite devant la monnaie. Cela ne se ferait donc qu'en dernière extrémité, avec des risques collectifs très importants, il faut le redire, la fiabilité de la monnaie est un des piliers de la vie commune.

Quoi qu'il en soit, ensuite, en régime de croisière, on n'échapperait pas à l'assainissement des déficits publics, et donc à une réforme en profondeur de la dépense publique. Mais celle-ci suppose comme préalable un large accord dans la population. Ce qui nous rappelle qu'au-delà des questions d'argent, la crise aura frappé la société bien au-delà des seuls déficits publics.

Restaurer ou rebâtir le tissu économique et social

Le tissu social et économique

Un autre effet immédiat de la crise sera évidemment la remontée du chômage, et l'affaiblissement relatif de nos entreprises. Nous n'avons pas su réduire le chômage en France autant que dans d'autres pays, mais la remontée qui s'annonce va considérablement aggraver la situation. Outre la *solidarité* avec tous ceux qui se voient tomber au bord de la route, *il faudra ici encore un effort puissant, avec une participation publique, pour revitaliser notre appareil productif, notamment industriel*, en lien avec le point précédent. Cela relève non seulement de notre intérêt bien compris, mais d'un principe de solidarité. Cela se combine avec d'autres considérations, certaines issues de la crise comme la question des activités stratégiques déjà évoquées ; d'autres qui lui sont antérieures, comme celle de l'écologie sous ses différents aspects, ou le besoin de réguler et orienter la finance au service de l'économie réelle.

Mais il est plus sourdement un autre effet de cette crise, moins relevé, qui portera sur le tissu de la société. C'est l'action destructrice que, malgré les mesures correctives qui ont été prises, la crise aura sur le tissu des entreprises indépendantes et des commerces. Rappelons-nous : une des causes du mouvement des gilets jaunes était l'appauvrissement du tissu relationnel local, notamment des commerces en centre-ville ou village. Or ils vont être frappés de plein fouet — hors l'alimentaire et quelques autres. Le grand gagnant, c'est la distribution à distance, les commandes par internet. Elles ont leur place bien sûr. Mais en un certain sens aussi, elles sont le triomphe de l'individualisme et de la désagrégation du lien social. Paradoxalement, une crise, qui est l'occasion d'une poussée de solidarité, sera ici aussi une occasion d'un repli sur soi encore plus marqué. Lutter contre cela suppose certes un effort de solidarité dans lequel l'État a un rôle à jouer, mais aussi une réduction de l'emprise technocratique et bureaucratique souvent étouffante.

La crise a en outre mis en évidence de grandes vulnérabilités économiques, une dépendance risquée à l'égard de la chaîne de production, avec apparition de

nouveaux problèmes à chaque instant. Outre la révision en profondeur des critères de sécurité économique, cela implique sans doute un plus grand souci de la solidarité géographique et territoriale, rejoignant les préoccupations précédentes et les préoccupations écologiques pour produire et consommer localement.

Enfin et sans doute surtout, la crise nous a rappelé *l'importance littéralement vitale de certains métiers* jugés parfois de haut ou en tout cas insuffisamment bien traités en regard de leur importance réelle dans la chaîne des dépendances et des solidarités. Cela inclut à la fois *la reconnaissance morale et sociale, et une rémunération adéquate*. Un cas emblématique est celui des infirmières, nettement moins bien payées qu'en Allemagne, alors que les dépenses de santé sont comparables et les résultats meilleurs outre-Rhin. Dans un autre ordre d'idée, *la crise a rappelé, il en était besoin, l'importance du rôle de la famille* en général, des parents auprès de leurs enfants en particulier ; quant à la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle, elle a montré toutes ses limites...

Les périphéries

À côté de ces acteurs indispensables de la vie commune, il convient de ne pas négliger *la solidarité avec les périphéries du système*, au sens large de ce terme, chères au pape François. Cela vise naturellement les pauvres et les exclus, d'autant que le confinement les touche particulièrement. Mais cela vise aussi les pays plus pauvres, bien moins à même de lutter contre le fléau et gravement affectés par la réduction mondiale de l'activité économique.

Mais il est un autre groupe qui se range de plus en plus dans cette catégorie de périphérie, c'est celui des *personnes âgées*. Ce n'est pas toujours ou principalement, à nouveau, en termes de moyens matériels affectés ou disponibles que la question se pose, mais certainement en termes de souci humain. On avait assisté à la montée en puissance de la revendication sinistre en faveur de l'euthanasie ; on a constaté pendant la crise le nombre très élevé des morts dans les EHPAD, certains malades n'ayant pas eu accès à l'hôpital, la disparition des visites et la rupture du lien familial, y compris au moment de la mort. Là aussi, le besoin de solidarité devrait se faire sentir de façon plus intense qu'auparavant, et il dépend plus des priorités personnelles ou collectives que des sommes à y affecter. Dans ce contexte on se saurait trop insister sur *le rôle décisif de la famille et des solidarités familiales*, qu'on a pu encore mesurer dans cette crise car ce fut pour la plupart d'entre nous le lieu dans lequel l'épreuve a pu être vécue et partagée. Le débat public actuel ne met pas en évidence une prise de conscience accrue de ce facteur majeur pour la vie réelle de nos contemporains : rappelons que dans les estimations les plus modérées, le travail familial (non rémunéré) représenterait plus du tiers du PIB. Cela impliquerait au minimum un renversement des tendances en cours aboutissant à une réduction injustifiée des prestations familiales sans conditions de ressources, et a fortiori à une prise en compte résolue des enfants élevés dans les calculs de niveau de retraite.

Changer de modèle ?

On l'a noté, la crise n'a pas fait disparaître les problématiques antérieurement présentes, à commencer par l'écologie. Elle a même accentué certaines préoccupations : ainsi, *le désir de produire et consommer localement, tant en termes de solidarité, de sécurité, que de moindre impact environnemental, ou la préoccupante destruction des habitats naturels*. Comme on l'a noté aussi, la crise a mis en évidence le double besoin de solidarité et de subsidiarité, donc de plus grande initiative, de moindre pression bureaucratique, mais dans le sens d'une action plus orientée vers le souci de la chose commune, du bien commun, y compris au sein de l'entreprise. Elle a aussi mis en évidence la nécessité de considérations moins obnubilées par la seule dimension matérielle et a fortiori par l'argent. Bien des signes indiquent que la croissance, mesurée selon les conventions actuelles, va se trouver au moins partiellement remise en cause, ne serait-ce que par le passage du réel au virtuel, l'extension du télétravail et des réunions familiales (de familles dispersées) sur écrans ; car on roulera moins, on volera moins, on usera moins de matériel, on consommera moins d'énergie, etc. Plus qu'une décroissance à technologie constante, les mutations en cours ne seront pas nécessairement un recul, mais une avancée vers un monde nouveau, plus écologique, et cela sans pour autant reprendre les thèmes les plus simplificateurs de l'écologie politique. De telles réflexions retrouvent les orientations de base de la doctrine sociale de l'Église, concernées par l'être plus que par l'avoir, dans la ligne dessinée par *Laudato si'*.

Mais ces soucis majeurs ne seront féconds que s'ils tiennent compte de trois faits essentiels. L'un, déjà relevé à plusieurs reprises, que *le besoin premier n'est pas d'une augmentation brute de la dépense collective, mais d'une réorientation des priorités et des méthodes, donc dans une large mesure de la culture collective*, qui ne peut s'effectuer par des décisions autoritaires et incomprises. Un deuxième, lié au précédent, est que *le changement ne sera réel et fécond que s'il s'accompagne d'une transformation intérieure*. Le pape François parle ici d'une conversion écologique, ce qui dans son discours va bien plus loin que ce qu'on entend par là habituellement, mais inclut l'ensemble de notre rapport au monde, à l'homme et à la société. Un troisième enfin, qui est qu'on ne saurait s'illusionner sur la possibilité de sortir de la crise exclusivement par un recentrage local de la production, ou ce qu'on appelle l'économie verte, aussi désirables soient-elles par ailleurs : *ce qui fait vivre nos compatriotes dans la réalité est une économie complexe, évoluée, diversifiée, nécessairement ouverte*.

En définitive donc, si l'effort de renouvellement de la pensée et de l'action doit être considérable, il ne faut pas se bercer de l'illusion que l'homme va sortir radicalement transformé de cette crise, encore moins qu'une recette magique sera disponible ou que les contraintes disparaîtront, que ce soit par le mirage d'une économie verte qui sortirait de la crise, ou par celui d'un effort public massif dont on a vu les erreurs conceptuelles. La modification du regard qui nous est demandée suppose un effort patient et lucide, attaché aux réalités autant qu'aux idéaux, et plus exigeante avec soi-même qu'avec les autres.

Conclusion

En conclusion, cette crise peut être le point de départ de deux évolutions opposées. L'une consisterait à continuer comme avant, sur une trajectoire risquée et déséquilibrée, mais dans un contexte aggravé, avec tout ce que cela entraîne sur la durée de risques croissants financiers, sociaux, et donc politiques. L'autre serait un effort personnel et collectif, débouchant sur ce dernier plan sur une forme de sursaut associant État et forces vives, résolument solidaire et subsidiaire, mais impliquant des choix énergiques, et donc des priorités. En particulier, il faut en quelque sorte définir un nouveau pacte entre la société et l'État : définissant ses actions prioritaires sur le long terme (et donc en écologie aussi), mais sans planche à billets ; protégeant ses secteurs clefs et remisant une certaine idéologie ou pratique mondialiste naïve, mais sans fermeture ni repli ; libérant l'initiative, mais cultivant le dévouement à la chose publique et au bien commun. La pensée chrétienne en matière économique et sociale, exprimée dans la doctrine sociale de l'Église, peut contribuer puissamment à orienter cet effort dans un sens plus proche des réalités humaines profondes.

Ce dernier point est essentiel. Notre appartenance à une société est une forme de contrat moral pour le meilleur et pour le pire. Elle suppose de notre part un dévouement à la chose commune, source de confiance mutuelle ; ce qui en outre est plus efficace, car cela facilite les décisions énergiques et rapides. Il est donc urgent de cultiver ce dévouement au bien commun. Qu'il ne faut pas confondre avec le culte de l'État, malgré l'importance de son rôle ; mais qui dépend vraiment de chacun de nous, là où nous sommes, et de notre capacité d'initiative au service de ce bien commun.

Pierre de LAUZUN
Robert LEBLANC
Jean-Didier LECAILLON
Jean-Yves NAUDET
Jacques BICHOT
Membres de l'Académie catholique de France

Mai 2020.